

La croissance pro-pauvre et la lutte contre la pauvreté : cas des pays asiatiques et d'Amérique Latine□

* Khendek Samira, Université de Sidi Bel Abbés, Algérie.

** Belarbi Abdelkader, Université de Sidi Bel Abbés, Algérie.

Résumé

Ce travail se veut une contribution modeste à la thématique de la pauvreté et des inégalités. Nous avons tenté à travers cet article de définir les différents liens entre la croissance, la pauvreté et les inégalités. Pour cela, nous nous sommes basés sur les analyses théoriques ainsi que quelques études empiriques qui définissent ces relations. Ces études montrent que l'augmentation de la croissance doit être associée à une répartition efficace du revenu afin que les pauvres puissent en bénéficier. Nous avons aussi tenter de déterminer les principales politiques qui permettent la réduction de la pauvreté et des inégalités en se basant sur l'expérience de quelques pays qui ont réussi comme le Brésil et la Malaisie.

Mots Clés: pauvreté, inégalités, croissance pro-pauvre, politiques, Brésil, Malaisie

Abstract

This work is a modest contribution to the theme of poverty and inequality. We have attempted through this article to define the links between growth, poverty and inequality. For this, we relied on theoretical and some empirical analyzes that define these relationships. These studies show that the increase in growth must be combined with efficient distribution of income so that the poor can benefit. We have also tried to identify the main policies that allow the reduction of poverty and inequality based on the experience of some countries that have succeeded as Brazil and Malaysia.

Keywords: poverty, inequality, pro-poor growth, policies, Brasil, Malaysia

* samira8828@hotmail.fr

** profbelarbi@yahoo.fr

Introduction

Durant la décennie précédente, la communauté internationale a fait de la pauvreté son objectif principal. Ainsi, l'éradication de la pauvreté extrême constitue un des huit objectifs du millénaire pour le développement. Selon le secrétaire général de l'organisation des nations unies dans le rapport 2013 des OMD, l'atteinte des OMD « a été l'effort mondial le plus réussi pour lutter contre la pauvreté »¹. Selon ce même rapport, le premier objectif a été atteint. La pauvreté a été réduite de moitié durant la période (1990-2015). Cependant, 1.25 milliard de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté.

L'amélioration de la croissance économique s'avère le facteur principal de la réduction de la pauvreté. Il est toutefois nécessaire que cette croissance soit soutenue, et basée sur les canaux par lesquels elle peut être orientée vers les pauvres. Bien évidemment, pour que l'augmentation du PIB soit favorable aux pauvres, il faut qu'elle soit accompagnée par une meilleure répartition des revenus pour les ménages. En effet, la littérature récente se focalise sur le rôle que jouent les inégalités dans l'explication de la croissance, de l'émigration et de la pauvreté, dans de nombreux pays en développement. Selon la théorie de la croissance pro-pauvre, il existe deux effets distincts qui expliquent la pauvreté : un 'effet croissance' et 'un effet inégalité'.

La relation entre la croissance et la pauvreté est différente selon les pays. Cette différence réside dans la manière de répartir les revenus dans chaque économie. Il y a un certain nombre de pays qui ont réussi à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. En effet, ils ont accomplis des progrès remarquables en matière de lutte contre la pauvreté et des inégalités. Des politiques efficaces et rigoureuses ont été mises en œuvre pour réaliser ces objectifs.

Les pays arabes ont enregistré ces dernières années des améliorations significatives en matière de développement humain. En effet, l'espérance de vie en Afrique du nord est passée de 51 à 71 ans entre 1970 et 2010, la part des enfants scolarisés a augmenté de 33% durant la même période. Cependant, derrière ces performances économiques, nous assistons à une succession de révolutions violentes dans la majorité des pays arabes. La pauvreté, les inégalités dans les différents secteurs de l'économie et l'absence de démocratie sont sans doute les principaux facteurs explicatifs du mécontentement des populations arabes.

Pour espérer une amélioration de la situation de ces pays, les gouvernements devraient insister sur les stratégies de lutte contre la pauvreté et les inégalités en prenant des expériences réussies des autres pays un modèle à suivre.

Sur la base de ce qui précède nous pouvons proposer la problématique suivante :

Par quel moyen l'amélioration de la croissance peut être bénéfique aux pauvres et quelles sont les différentes politiques préconisées pour lutter contre la pauvreté ?

Pour tenter de répondre à cette problématique, nous avons divisé l'article en trois sections, la première traite le lien entre la croissance, les inégalités et la pauvreté. La deuxième aborde les différentes politiques qui contribuent au recul de la pauvreté et des inégalités. Enfin, la dernière section expose le cas de pays qui ont réussi à réduire la pauvreté.

Section 1 : croissance, inégalité et pauvreté : quel lien

I) La croissance et les inégalités

1- Définition des concepts :

¹ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport de 2013, p. 3.

La pauvreté :

Selon une définition adoptée par l'assemblée des nations unis en 1995, la pauvreté désigne toute situation où les individus et les communautés ne peuvent combler les besoins vitaux comme se nourrir, s'habiller et se loger. (Klein et Champagne, 2011, p32).

La pauvreté absolue :

Elle est définie par rapport à un seuil de pauvreté déterminé par les états. Ce seuil peut changer d'un pays à un autre. Généralement, cet indice est calculé par le nombre de personnes vivant en dessous de 1,25 dollars par jour. (Bourguignon, 2004, p29).

La pauvreté relative :

La pauvreté relative s'établi par comparaison avec le niveau de vie moyen du pays dans lequel on se trouve.

L'inégalité absolue :

Cette variable exprime la différence absolue entre les revenus des riches et ceux des pauvres.

L'inégalité relative

C'est le rapport entre les revenus individuels et le revenu moyen. (Ravailon,2004, p 3).

La croissance pro-pauvre :

La croissance pro-pauvre est une croissance dont le rythme et les modalités améliorent la capacité des pauvres (homme et femmes) à participer au processus de croissance, et d'en tirer avantage. (OCDE, 2006, p1-4).

La pauvreté touche de nombreux pays en développement à des degrés différents. Ainsi, l'un des objectifs primordial du développement est la réduction de la pauvreté absolue. Cette dernière est déterminée par le taux de croissance du revenu moyen de la population et de la variation de la distribution du revenu.

2- Le lien entre la croissance et les inégalités :

Dans la relation entre la croissance et les inégalités, il existe deux grandes approches :

La théorie de la relation positive entre les inégalités et la croissance :

Les leaders de cette théorie s'appuient sur trois arguments essentiels :

Le premier argument est lié à l'idée selon laquelle, la proportion marginale à épargner est plus élevé chez les riches que chez les pauvres. Il existe une relation linéaire entre le taux d'épargne et la croissance. Les pays qui connaissent une hausse des inégalités dans les revenus ont une croissance plus rapide.

Le deuxième argument part de l'idée que le développement est lié à un effort d'innovation qui nécessite l'emploi de ressources financières importantes, que seule une petite fraction de la population possède. Donc, une concentration de la richesse sur un petit groupe d'individus accroît les taux de croissance.

Le 3^{ème} argument est donné par Meerrlees. Selon lui, une répartition inégalitaire du revenu entre les employés d'une entreprise –en fonction de leur performance- est nécessaire. Les employés qui réalisent la meilleure performance seront payés d'avantage que les autres afin de les encourager à améliorer leur compétence. (Attanasio et Binelli, 2004, p110).

L'approche de la relation négative entre les inégalités et la croissance

Cette approche souligne que les inégalités aggravent la pauvreté. Ainsi une variation dans la distribution des revenus défavorables aux les pauvres peut neutraliser l'effet de la croissance sur la pauvreté.

On peut citer l'exemple de l'Ethiopie où la pauvreté aurait pût être réduite de **31%** entre 1981-1985, grâce à l'augmentation de la croissance. Or, l'effet de la croissance a été heurté par un changement dans la distribution du revenu défavorable aux pauvres (augmentation des inégalités).

Ce qui a entraîné une augmentation de la pauvreté de **37%**. Par conséquent, au lieu de baisser, **la pauvreté a augmenté de 6%** ($37\% - 31\%$). (Bourguignon, op.cit, p35).

L'accroissement des inégalités peut tirer la consommation des pauvres vers le bas. Par conséquent la demande pour les biens et services diminuent. Ce qui réduit la production de richesse de la part des entreprises et donc un ralentissement de la croissance.

La réduction de la pauvreté n'est pas homogène dans tous les pays en développement.

En effet, certains pays comme la Chine sont parvenus à faire reculer la pauvreté plus que d'autres avec un même taux de croissance.

La question qui se pose est : **quels sont les facteurs qui expliquent le fait que certaines économies connaissent une croissance pro-pauvre plus intense que d'autre ?**

II) Les déterminants de l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance

1- Les inégalités :

Les inégalités de revenu :

Les inégalités peuvent réduire l'effet de la croissance sur la pauvreté. Cela a été démontré par des études réalisées par Ravallion en 2001. Cette étude inclue 234 enquêtes sur le niveau de vie des ménages. Dans 50% des cas une augmentation du revenu / consommation est accompagnée par une augmentation des inégalités et dans 50% des cas, elle entraîne une diminution des inégalités. (Epaulard, 2003, p18).

2- Les variables ménage :

Le niveau de l'éducation :

Le capital humain est le moteur d'une croissance pro-pauvre. Ainsi, l'éducation permet aux pauvres de tirer profit des opportunités créées par le processus de croissance. Une population éduquée a plus de chance de participer à l'activité économique et d'en tirer avantage. (Chhibber and Nayyar, 2007, p162).

Les contraintes de crédits :

Dans de nombreux pays en développement, les pauvres ont un accès limité au marché de crédit. Lorsqu'ils peuvent emprunter pour investir dans des projets, ce prêt est restreint et ne leur procure que de faibles rendements qu'ils doivent partager avec leur prêteur. Donc leur effort sera sous-optimal. (Attanasio, op.cit, p112).

3- Les niveaux de variables macroéconomiques :

La libéralisation commerciale :

Bien que la relation entre le commerce, la pauvreté et les inégalités soient ambiguë, des études empiriques ont montré que la libéralisation des échanges peut accroître la croissance à long terme. Ceci en encourageant les entreprises nationales à innover et augmenter la productivité. Cependant, à court terme et moyen terme, elle peut être défavorable car les entreprises peu concurrentielles finissent par disparaître du marché. Ce qui entraîne le chômage et l'aggravation de la pauvreté.

Les institutions formelles :

Les institutions offrent des structures incitatives pour les acteurs afin de promouvoir l'investissement et la croissance créatrice d'emploi pour les pauvres. Ainsi, des institutions efficaces limitent l'action des élites, des politiciens et des autres groupes puissants. Elles les empêchent de s'approprier les revenus ou l'investissement d'autrui et de fausser les règles du jeu. (Chhibber, op.cit, p164).

Les institutions informelles (normes sociales)

Les normes sociales sont des règles informelles, elles sont complexes et différentes d'une société à une autre et même au sein d'un même pays essentiellement dans les pays en développement tels que l'Inde et les pays d'ASS. (Afrique Sub Saharienne)

Il existe une relation à double sens entre ces normes et la pauvreté. En effet, elles peuvent perpétuer la pauvreté. Nous prenons comme exemple les normes d'appartenance des individus à des groupes ethniques qui peuvent ancrer en eux certaines croyances. Ces croyances leur interdisent de saisir des opportunités aptes à les faire sortir de la pauvreté.

Aussi, le fait d'être pauvre peut limiter la capacité des individus à avoir accès à de nombreuses institutions (comme l'emprunt). La pauvreté peut induire l'émergence ou l'absence de certaines règles qui peuvent-elles mêmes faire durer la pauvreté.

Les normes coutumières dans certains pays, comme celles qui définissent la propriété, l'usage des terres agricoles,... sont souvent inégalitaires. (Sindzingre, 2006, p25).

Section 2 : les politiques de lutte contre la pauvreté

I) L'apport des études empiriques sur le lien entre la croissance et la pauvreté

1- L'impact des variables structurelles sur l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance :

Une étude faite entre 1990-2000 sur un échantillon de 52 pays avait pour but de déterminer le lien entre la croissance, les inégalités et la pauvreté. Les chercheurs ont d'abord régressé la pauvreté sur les variables structurelles considérés comme les variables explicatives :

Le PIB, Les dotations initiales de richesse, L'accès au crédit mesuré par la part du crédit dans le PIB, La complexité de la réglementation, Le taux d'alphabétisation et l'ouverture commerciale.

Ensuite, ils ont régressé l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance sur d'autres variables, pour déterminer l'impact des variables structurelles sur « l'effet de la croissance sur la pauvreté ».

Résultat de la première régression

- Le coefficient de dotations initiales de richesse est positif, ce qui confirme la théorie.
- L'augmentation des inégalités de richesse entraîne une augmentation du taux de la pauvreté.
- Le coefficient du niveau d'alphabétisation est négatif et significatif. L'augmentation des taux d'alphabétisation produit une diminution des taux de pauvreté.
- Le coefficient du crédit est négatif. Plus la part de crédit est élevée, moins la pauvreté est grande.
- Le coefficient de la réglementation est positif. la complexité de la réglementation accentue la pauvreté.
- Le coefficient de l'ouverture commerciale est positif. La libéralisation des échanges aggrave la pauvreté.

Résultats de la deuxième régression

Les chercheurs ont ensuite régressé l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance sur d'autres variables pour déterminer l'influence des variables structurelles sur « l'impact de la croissance sur la pauvreté ».

Les résultats montre que :

- L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance est de (-2). Cette réduction de la pauvreté est due au seul effet de la croissance.
- En introduisant les autres variables, on remarque que l'effet de la croissance sur la réduction de la pauvreté est soit renforcé ou affaibli selon la variable.
- Dans cette étude, des niveaux faibles d'inégalité initiale augmentent l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance : elle devient donc -3, l'augmentation de la croissance de 1% avec une réduction des inégalités réduit la pauvreté de 3%.
- L'augmentation de 5% dans les niveaux d'éducation entraîne une augmentation de l'élasticité de 0,72.

- La réduction des contraintes pour la création d'entreprises augmente l'élasticité de 1,85.
- L'augmentation de l'octroi de crédits de 5% accroît l'élasticité de 0,12.
- L'ouverture commerciale réduit l'élasticité de 0,65.

Donc, L'association de toutes ces variables accroît l'impact de la croissance sur la pauvreté de (-2) à (-5). (Chibber, op.cit, p 170-172).

II) Le rôle des politiques redistributives et des institutions dans la réduction de la pauvreté

1-Les politiques ciblées

Pour lutter efficacement contre la pauvreté, deux politiques sont importantes : La réforme des secteurs primaires et tertiaires, et les réformes dans le milieu rural.

Les politiques doivent être ciblées et conformes aux caractéristiques de l'environnement économique des pays. Ainsi, pour améliorer la qualification des travailleurs pauvres, l'état procède aux réformes du secteur de l'éducation qui peut être sans efficacité si la demande de travail qualifié est faible. Pour atteindre une croissance pro-pauvre, ces politiques doivent être complémentaires. En d'autre terme, leur association doit entraîner un plus grand effet sur la réduction de la pauvreté que l'effet de chaque politique isolée. (Buccanfusco, 2010, p255-256).

2-Politique à long terme ou à court terme

Pour instaurer des politiques de redistribution efficaces, il faut préciser l'objet et la durée de l'action (court ou long terme). L'Etat préfère avoir recours à une réallocation indirecte des ressources puisqu'il ne peut pas transférer directement la richesse des riches vers les pauvres. Par exemple, dans quelques pays comme le Brésil, l'Afrique du sud ou la Colombie, afin de permettre aux pauvres de participer au processus de la croissance et d'en bénéficier, le gouvernement a procédé à la réforme du marché foncier. Il a racheté des terres qui appartenaient à des riches et les a ensuite louées à des paysans pauvres à des prix raisonnables.

Les économistes ont des points de vue différents concernant la durée des politiques de redistribution.

Politique à long terme :

Le premier groupe d'économiste (Aghion et Bolton) souligne qu'une politique de redistribution efficace doit être permanente et continue pour garder l'équilibre à long terme du résultat global. Une telle politique permet de corriger les imperfections du marché de crédit. En effet, les pauvres pourront emprunter facilement et investir dans des projets rentables pour lesquels ils feront des efforts qui leur permettent d'améliorer la productivité et augmenter les bénéfices.

Le deuxième groupe opte pour des politiques de redistribution ponctuelles qui entraînent des effets positifs à long terme sur les performances productives.

Les études empiriques montrent qu'il faut mettre en œuvre des politiques de redistribution compatible avec les caractéristiques propres à chaque pays.

Politiques à court terme :

Les pauvres sont des individus confrontés généralement aux problèmes d'emploi. Ils sont rarement embauchés à long terme. La plupart du temps, ils travaillent dans le secteur informel, un travail occasionnel (saisonnier) mal payé, surtout pour les personnes qui vivent dans des zones rurales. (Attanio, op.cit; p 121-122). Pour traiter les problèmes de fluctuation du revenu, l'état peut instaurer des politiques de redistribution à court terme.

Des économistes comme Hopenhaym et Nicolani optent pour un modèle d'assurance chômage dans lequel les individus reçoivent des allocations dont le montant diminue selon la durée du chômage. Dès que l'individu chômeur trouve un emploi, on lui ampute une somme proportionnelle à la durée du chômage.

3- Le rôle des institutions dans la réduction des inégalités :

Les institutions jouent un rôle majeur dans la réduction des inégalités à condition qu'elles soient inclusives. Dans le cas contraire, elles empirent les inégalités et par conséquent la croissance. Pour comprendre cela, on peut faire une comparaison entre la démocratie et l'oligarchie.

La forme des droits de propriété est différente dans les deux environnements (démocrate et oligarque). Dans la plupart des sociétés en développement **oligarques**, les droits de propriété aggravent les inégalités et donc la pauvreté. L'élite économique dominante possède un large pouvoir qui lui permet d'établir des institutions exclusives qui servent ses intérêts politiques et économiques (son unique objectif est le maintien du pouvoir et l'enrichissement). Les membres de cette élite construisent ainsi des barrières à l'entrée d'autres concurrents, une structure des droits de propriété inéquitable qui les protège contre l'expropriation et la lourdeur des taxes.

En revanche, dans les sociétés **démocrates**, le pouvoir est diffusé sur une large partie de la société. La majorité des citoyens participent au processus politique et économique.

Par conséquent les institutions créées servent l'intérêt de la majorité de la population. Ce qui permet à une bonne partie de profiter des opportunités, de la technologie et investir dans des projets productifs qui permettent d'accroître le revenu et la croissance. (Easaw and Savoia, 2009, p5, 6).

On conclut que l'accès large ou limité aux droits de propriété est lié à l'inclusivité ou l'exclusivité des institutions politiques. La mise en place d'institutions politiques et économiques qui offrent les mêmes opportunités à l'ensemble des citoyens est indispensable pour la réduction des inégalités et de la pauvreté.

Ces dispositions sont difficiles à réaliser dans les pays en développement vu que les pauvres ne détiennent qu'un pouvoir politique limité et ne partagent pas les mêmes intérêts que les groupes minoritaires. Le changement de l'équilibre politique s'avère une nécessité mais qui est peu réaliste dans ces économies. (The world Bank, 2000, p184-186).

Section 3 : Expérience de la Malaisie, le Brésil, le Philippines et la Chine dans la lutte contre la pauvreté

I) Cas de la Malaisie et de la Thaïlande :

La majorité des politiques de lutte contre la pauvreté emploient des stratégies (Top Down, Bottom up). Les études effectuées sur le thème de la pauvreté ont négligé une issue importante. Cette dernière est liée à la participation des pauvres dans la formulation des stratégies de lutte contre la pauvreté.

En effet, répondre à la question « pourquoi certains ménages pauvres ont réussi à échapper à la pauvreté au moment où d'autres restent piégés dans des conditions de vie difficiles ? » s'avère une étape importante dans la détermination des politiques de lutte contre la pauvreté.

Dans cette partie, nous allons citer quelques études faites en Malaisie dans le milieu rural et montrer l'efficacité d'une stratégie par le bas.

1- Lettuce de Siti Hadijah and Rosland (2011):

Ces deux chercheurs ont effectué une étude sur 384 ménages vivant dans six quartiers de la péninsule Kedah en Malaisie.

Les résultats de leur étude ont montré une relation négative entre le taux de croissance économique et le temps moyen requis pour sortir de la pauvreté. En d'autres termes, lorsque le taux de croissance économique augmente, les pauvres restent moins longtemps dans le cercle de la pauvreté.

Ils ont aussi découvert un phénomène intéressant : les agriculteurs qui tirent leurs ressources à la fois des activités agricoles et non agricoles sortent plus rapidement de la pauvreté que ceux qui activent seulement dans le secteur agricole.

2- Etude de Pawasutipaisit and Townsend (2011) :

Ces deux économistes ont réalisé plusieurs études empiriques et ont trouvé que la capacité ou l'incapacité des pauvres de sortir de la pauvreté est liée à des facteurs financiers. Ainsi, sur une étude faite en Thaïlande dans la région rurale, 43% des ménages pauvres ont réalisé des gains durables. 81% de ces gains sont dus à l'épargne.

Ces chercheurs concluent que le facteur principal qui permet aux pauvres d'améliorer leur situation et d'échapper à la pauvreté, réside dans la capacité de chacun d'eux à changer sa trajectoire de vie. Ceci, peu être réalisé par une stratégie d'épargne.

3- L'étude de Tuason (2002)

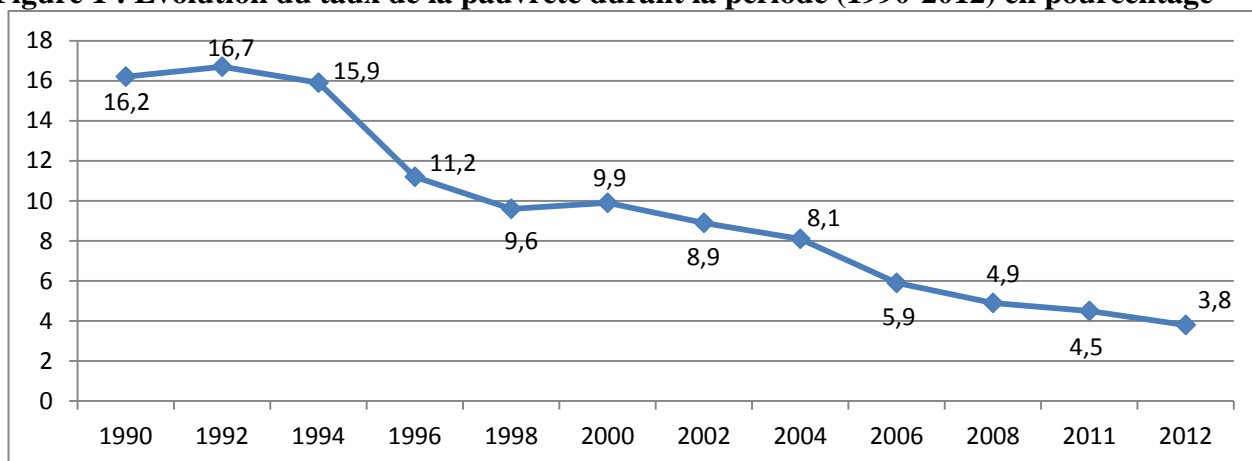
Cet économiste chercheur a procédé en 2002 à une enquête sur le terrain aux Philippines pour voir comment les pauvres réussissent à améliorer eux même leur situation de vie et ainsi sortir de la pauvreté. Il a fait une comparaison entre deux catégories de Philippines qui sont nés pauvres. La première inclut les individus qui ont réussi et la deuxième ceux qui ne sont pas arrivés à sortir de leurs conditions médiocres. Ce qui est intéressant dans son étude est qu'il prend des individus qui ont les mêmes caractéristiques de départ (éducation, genre, religion...).

Tuason a ainsi constaté que l'individu qui a réussi est plus stratégique et autonome. Il fait des projets à long terme, il prend des risques et saisit les nouvelles opportunités. Quand à l'individu qui n'a pas pu améliorer sa situation, il est toujours dépendant des autres, il ne prend aucun risque, se contente de sa situation et ne profite jamais des opportunités qui lui sont offertes. (Gopal and Malek, 2014, p5, 6).

II) Cas du Brésil

En 2007, le Brésil figure parmi les pays qui ont réussi à atteindre les objectifs du millénaire, en réduisant la pauvreté. Entre 2002 et 2012, le pourcentage des individus brésiliens vivant en dessous de 2 dollars par jour s'est infléchi de 23,2% à 5,9%. Cet énorme progrès social qu'a connu le Brésil, n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une politique volontariste qui vise à améliorer la situation des pauvres et les permettre ainsi de sortir du cercle de la pauvreté.

Figure 1 : Evolution du taux de la pauvreté durant la période (1990-2012) en pourcentage

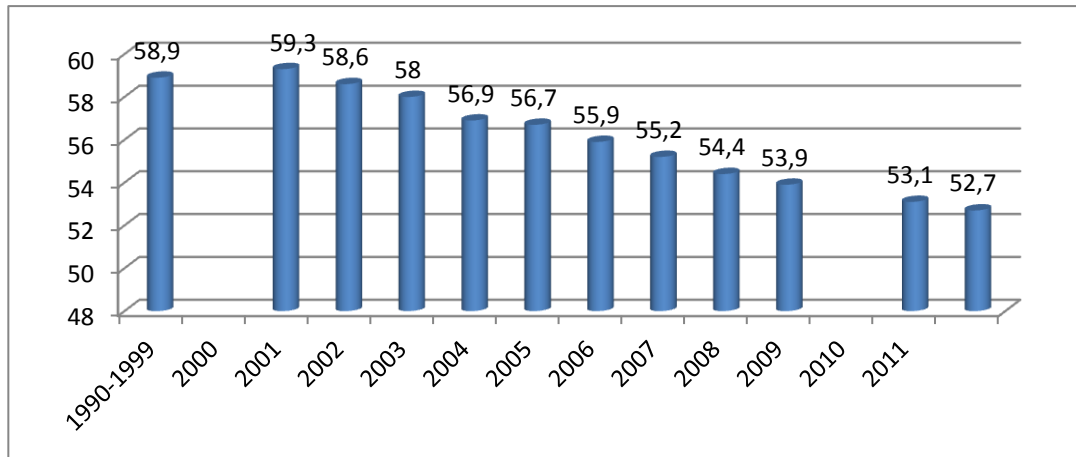


Source : calculé par les chercheurs en se basant sur les données de la banque mondiale.

Cette figure illustre la part de la population gagnant moins de 1,25 dollars par jour. Elle est calculée en pourcentage de la population qui vit avec moins de 1,25 dollars par jour aux prix internationaux de 2005. Nous remarquons qu'il y'a une réduction visible de la pauvreté à partir de la fin des années 1990 avec un taux de pauvreté moyen de 9% par an. D'après la figure, de 1990 à 2012, il y'a une diminution du pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour de 12,4%.

Pour évaluer l'efficacité de ces politiques, il serait judicieux de séparer l'effet de la croissance et l'effet de la distribution du revenu dans la réduction de la pauvreté.

Figure 2 : l'évolution des inégalités au Brésil mesuré par l'indice de Gini



Source : calculé par les chercheurs à partir des données de la banque mondiale

1- L'effet de la croissance et de la distribution sur la pauvreté :

Pour déterminer l'effet de la croissance et de la répartition du revenu séparément, l'étude suppose que la distribution du revenu reste inchangée et que la croissance change. Ensuite, elle considère que le revenu moyen reste stable et la distribution du revenu change.

Les résultats montrent qu'entre 52 et 56% de la diminution de la pauvreté est due à une augmentation de la croissance. L'autre moitié est imputable aux politiques rigoureuses de répartition du revenu. Ils montrent aussi que si la répartition du revenu n'avait pas changé, alors il aurait fallu une augmentation d'environ 89% au lieu de 32% de la croissance, pour obtenir le même recul de la pauvreté.

2- L'augmentation de la classe moyenne :

Aujourd'hui le Brésil compte environ 60% de ménage appartenant à la classe moyenne. En effet, entre 2002 et 2012, la classe moyenne a augmenté de 14% dans la population totale.

Si nous séparons l'effet de la croissance de celui de la distribution, nous trouvons que la croissance à elle seule n'a contribué qu'avec 5% dans l'augmentation de la classe moyenne. Le reste soit 9% est dû à l'amélioration dans la répartition du revenu. Donc, les politiques redistributives expliquent les 2/3 de l'accroissement de la classe moyenne.

La question qui se pose est : par quel moyen les politiques de distribution ont réussi à améliorer la répartition des revenus des activités au Brésil ?

Ces politiques adoptées par l'Etat brésilien ont été efficaces et sont parvenues par conséquent à améliorer la répartition des revenus des ménages via différents canaux. Nous en citons les deux principaux :

L'éducation et le marché du travail :

Les revenus tirés du travail ont contribué à 58% au recul des inégalités de revenu disponible durant la période (2001-2010). Ceci est principalement dû à l'amélioration d'accès à l'éducation pour les pauvres.

En 2009, l'allongement de la scolarité des pauvres a été impressionnant. Dans les deux tranches de revenus les plus bas, nous avons assisté au doublement des taux de scolarisation des élèves âgés de 15 à 17 ans. Aussi, plus de 98% des enfants ayant entre 6 et 14 ans sont devenus scolarisés. (OCDE, 2014, p98).

Les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont augmenté de 73%. La part des jeunes âgés de 19 ans et plus et étudiant jusqu'à la fin du secondaire, a presque doublé en 10 ans. Ainsi, le test PISA (programme international pour le suivi des compétences des élèves) a enregistré une amélioration importante des compétences des élèves brésiliens.

Donc, l'amélioration des niveaux d'instruction a eu un impact significatif sur la réduction des inégalités et de la pauvreté.

Les programmes des transferts sociaux :

Les transferts sociaux sont le deuxième élément qui a permis la réduction des inégalités au Brésil. Ils ont ainsi contribué à 23% dans l'amélioration de la répartition des revenus pour les ménages.

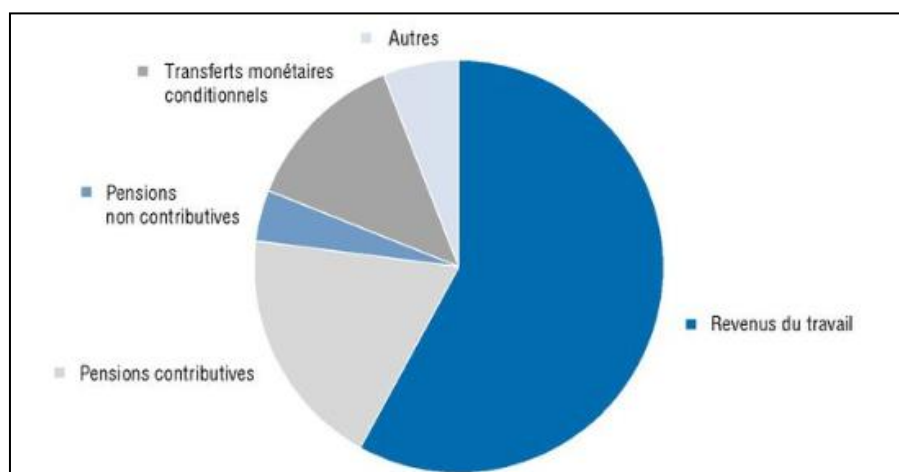
Les principaux transferts sont : les pensions de retraite et le dispositif de transferts monétaires conditionnel connu sous le nom de « Bolsa Familia »

La ' *Bolsa Familia* ' est un programme ciblé qui a pour fonction de transférer de l'argent direct aux ménages pauvres touchant moins de 70 BRL par personne. Il est concentré dans la région Nordeste du Brésil.

Au début, ces transferts étaient seulement destinés aux ménages pauvres ayant des enfants. Ensuite, le programme a été élargi à tous les, qui disposent de prestations nécessaires pour sortir de la pauvreté. Ainsi, les conditions d'accès à ce service financier sont nombreuses tels l'assiduité scolaire des enfants, le suivi médical, ... Ce programme inclut donc un aspect de développement durable dans ses principes.

Son impact sur la pauvreté est surprenant de même qu'il ne produit pratiquement aucune externalité négative. Malgré la part modeste de ces transferts dans le PIB (1% seulement), ils ont contribué à la réduction de la pauvreté car les ressources sont efficacement allouées et ciblées. (OCDE, op.cit, p 102).

Figure 3 : la contribution des différents facteurs à la réduction des inégalités au Brésil



Source : OCDE, 2014, p99

Conclusion

Dans ce modeste travail, nous avons cherché à déterminer dans quelle mesure la croissance économique peut profiter aux pauvres. Pour répondre à cette question, nous avons d'abord défini la relation qui existe entre les trois principales variables: croissance, inégalité et pauvreté. Ensuite,

nous avons cité les différentes politiques de lutte contre la pauvreté à savoir les politiques ciblées, les politiques à long terme et les politiques à court terme. Enfin, pour appuyer notre analyse, nous avons pris des exemples de pays qui ont employé chacun des stratégies différentes pour lutter contre la pauvreté.

La Malaise a procédé à une approche par le bas en se basant sur des enquêtes dans le milieu rural pour déterminer les facteurs qui ont permis à certains ménages de sortir de l'extrême pauvreté. Le Brésil a agit autrement, le gouvernement a mis en place des politiques rigoureuses et ciblées vers la population pauvre. Il a mis l'accent sur deux créneaux important : l'amélioration de l'éducation et les transferts monétaires directs à travers le programme « Bolsa Familia ». Ces deux pays ont réussi à réduire la pauvreté de moitié et atteindre ainsi les objectifs du millénaire pour le développement.

De ces deux model, nous avons conclu deux choses importantes : la première est que la contribution de la croissance dans le recul de la pauvreté, ne peut être importante sans une répartition égalitaire des revenus. La deuxième est que les politiques de lutte contre la pauvreté sont indispensables mais insuffisantes pour réduire la pauvreté. En effet, pour réussir à combattre la pauvreté, il est judicieux d'inclure toutes les parties prenantes dans la formulation des stratégies de lutte contre la pauvreté, et en particulier les pauvres.

Bibliographie :

Attanasio O. Binneli C. (2004), Inégalités, croissance et politiques redistributives, *Revue Afrique Contemporaine*, n°211, pp107-139.

Bourguignon F. (2004), le triangle : pauvreté, croissance, inégalité, *De Boeck université, Afrique contemporain* n°211, pp 29-56.

Buccanfusco D. et Al (2010), Réformes économiques et croissance pro-pauvre : une application Macro-Micro aux philippines, *Revue recherches économiques de Louvain*, vol 76, pp 257-288.

Chhibber A. Nayyar G. (2007), pro-poor explaining the cross country variation in the economic elasticity of poverty, *international journal of development issues*, BWPI Working Paper 14, pp 160-176.

Epaulard A. (2003), croissance et réduction de la pauvreté dans les pays en développement et les pays en transition, *Revue reflet et perspectives de la vie économique* Tome XLII, pp 1-33.

Gopal PS. Malek NM. (2014), Breaking away from the cycle of poverty: The case of Malaysian poor, *The Social Science Journal*, pp1-16.

Klein J. Champagne C. (2011), Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion, *collection innovation sociale*, Québec.

OCDE (2014), Etudes économiques de l'OCDE: Brésil 2013: partager la richesse nationale, politiques sociales et nouvelle classe moyenne, OECD publishing , pp 91-120.

OCDE, (2006), vers une croissance pro-pauvre.

Ravallion M. (2004), A poverty-inequality trade off, development research group, World Bank.

Sindzingre A. (2006), Institutions, développement et pauvreté, *AFD document de travail centre nationale de recherché scientifique*, pp 4-50.

The World Bank (2000), Making transition work for everyone: poverty and inequality in Europe and central Asia, Washington.